

## Compte-rendu de la Formation Spécialisée du CSAL de l'Eure du 3 juin 2024

Évreux, le 3 juin 2024,

Représentant.e-s du personnel présents :

**Solidaires Finances Publiques** : 5 sièges de titulaires

- Jean-Baptiste COUTELIS
- Jean-Christian ETIENNE
- Aurélie HERKOUS
- Jérôme LEGEAY
- Lætitia LEMARCHAND

**FO** : 1 siège de titulaire

- Fabien DUBOS

**CGT** : 2 sièges de titulaires

- Arnaud TALARD
- Bruno ROGER

Après ouverture de la séance et constatation du quorum, il a été procédé à la lecture des liminaires de **Solidaires Finances Publiques**, de la CGT et de FO. **Solidaires Finances Publiques** a remercié la Médecin du Travail pour son implication au service des agent.e-s du département pendant de nombreuses années. La présidente du CSAL-FS a répondu aux interrogations présentes dans notre liminaire en précisant que sur la semaine EN 4 jours, « elle fera un point particulier informel avec les secrétaires départementaux pendant la pause méridienne » et que sur le remplacement du médecin du travail qui part en retraite : « elle soulignait aussi la nécessité de la présence d'un médecin du travail dans le département mais n'avait aucune information sur son remplacement à ce jour ».

L'ordre du jour était le suivant :

- 1) Approbation des PV des CSAL-FS des 11/04/23 et 20/06/23 ;
- 2) Bilan sur les fiches de signalement déposées depuis le dernier CSAL-FS, les accidents de service, les maladies professionnelles, du registre santé et sécurité au Travail, Suivi des avis et propositions du CSAL-FS ;
- 3) Budget 2024 du CSAL-FS ;
- 4) Rapport d'activité médicale 2023;
- 5) Fiche de risques professionnels 2024 ;
- 6) Présentation des travaux de désamiantage à Louviers;
- 7) Questions diverses :
  - \* campagne DUERP 2024

### 1/ Approbation des PV des CSAL-FS des 11/04/2023 et 20/06/2023

Les deux PV soumis ont été adoptés à l'unanimité (8 votes POUR).

## 2/ Bilan sur les fiches de signalement déposées depuis le dernier CSAL-FS, les accidents de service, les maladies professionnelles, du registre santé et sécurité au travail, suivi des avis et propositions du CSAL-FS

### - Bilan des nouvelles fiches de signalement

SIP BERNAY : classée sans suite.

Pôle Gestion Fiscale : réponse ferme de la Direction a été adressé. Il pourrait s'agir d'un cas de récidive.

SGC Les Andelys : l'utilisateur a été reçu longuement par l'adjointe, le rendez-vous s'est bien passé.

SIP BERNAY : en cours de traitement, un courrier sera signé par la Directrice départementale.

Le document transmis pour ce point était un tableau synthétique. **Solidaires Finances Publiques** a donc rappelé à la présidente que, en l'absence de la publication de la circulaire, elle s'était engagée à continuer de nous faire parvenir les fiches de signalement au fil de l'eau.

### - Accidents de service

Rien à signaler depuis octobre 2023 outre deux événements qui n'ont pas été recensés en l'absence de dépôt de dossier complet.

### - Maladies professionnelles

Une nouvelle pathologie du canal carpien (inscrit au tableau 57C) pour laquelle un avis favorable a été rendu par l'administration et une pathologie des épaules (non-inscrite au tableau) pour laquelle un avis défavorable a été rendu en séance plénière du conseil médical.

### - Registre santé et sécurité au travail (RSST)

Fiche 104 concernant le SGC Les Andelys : une action a été mise en place par la cellule immobilière, l'entreprise est trouvée, le devis est signé et engagé pour un coût de 10 000 €.

Fiche 109 concernant le SGC de Verneuil d'Avre et d'Iton : suite au signalement de l'Inspecteur Santé et Sécurité au Travail (ISST) (visite du 14/02/2023), une signalétique Femme-Homme sera apposée sur les sanitaires. Un plan d'action doit également être établi car plusieurs sites du département sont concernés par des sanitaires qui ne sont pas fermés du sol au plafond.

Fiche 112 concernant le SIE de Louviers : une fenêtre qui ne fonctionne pas, la Direction renvoie après les travaux de désamiantage.

Fiche 113 concernant le SGC de Bernay : L'Assistant de Prévention (AP) et le service Immobilier se sont rendus sur place. La problématique avait été signalée par **Solidaires Finances Publiques** lors de la présentation des plans en séance. Le problème est pris en compte mais des limitations techniques existent (seulement un mètre de retrait, le repositionnement du hublot carré est difficile sinon perte de la classification PV feu). Il faudrait changer non pas seulement la porte mais également le bâti. En cours d'examen par la division Budget Immobilier et Logistique (BIL). **Solidaires Finances Publiques** a

proposé en première solution l'installation d'un groom pour limiter la vitesse d'ouverture de la porte afin de prévenir la possibilité d'accident.

Fiche 114 concernant le SGC de Bernay : Prise en charge de la demande par le BIL qui n'en avait pas connaissance, le prestataire met en place un intérim dès ce jour.

- Retour sur le nettoyage des locaux.

**Solidaires Finances Publiques** a été interpellé par des collègues du SIP de Vernon sur des défaillances concernant la prestation de ménage sur le site du campus de l'espace. La Direction nous a indiqué en avoir été informée et avoir contacté le prestataire. Si les défaillances persistent, il ne faut pas hésiter à en informer les représentant-e-s du personnel ou la division BIL.

Lors d'une précédente séance, il avait été présenté que notre Direction présentait un ratio très dégradé (le pire) quant aux coûts des prestations de nettoyage rapportés à la surface. Les quelques explications apportées ce jour ne permettant pas d'éclaircir les raisons. Un audit de comparaison avec la DRFiP 76 sera réalisé.

- Suivi des avis et proposition du CSAL-FS

Conditions de Vie au Travail (bilan sur les aménagements des postes de travail) : À programmer.

Agents touchés par un handicap (bilan sur la situation du handicap dans le département) : À programmer.

Risques Psycho-Sociaux (RPS) (retour sur le plan d'actions mis en place au SDIF) : À prévoir.

DUERP-PAP (bilan des actions réalisées dans les PAP (Programme Annuel de Prévention) 2021 à 2023) : À prévoir.

GT Télétravail (bilan par service, quantitatif et qualitatif) : À prévoir.

Ces demandes nécessitent pour certaines une expertise ce qui explique qu'il n'y est pas encore de date définie.

La Présidente demande au directeur du PPR de bien vouloir prévoir les différents GT, et en particulier celui sur le Télétravail pour le second semestre 2024.

**Solidaires Finances Publiques** a réitéré sa demande concernant la publication des avis et délibérations rendus en CSAL et CSAL-FS sur Ulysse Eure en vertu de l'article 32 du RI, ce qui n'est pas le cas actuellement. La présidente souhaite attendre que le site local soit refondu comme le site national afin de ne pas faire les choses 2 fois.

### **3/ Budget 2024 du CSAL-FS**

Le CSAL-FS a acté le financement de la formation « RPS gérer ses émotions dans un contexte professionnel face à des situations complexes », suite à une demande d'un chef de service. Il n'est pas possible de le mettre en place sur une seule journée. L'Animatrice de la Politique Ministérielle de Prévention (APMP) a réussi à négocier que le stage soit

ouvert à 10 personnes au lieu des 8 initialement prévues. Ce qui rend le coût au ratio par agent acceptable.

Compte tenu des délais, il ne sera pas possible d'organiser avant le second semestre. Un recensement des besoins est à faire ; si pas assez de monde, il y aura la possibilité de faire la formation avec des collègues de Seine-Maritime.

Le sujet des défibrillateurs a été évoqué par la présidente, l'AP nous a indiqué que la Direction avait un contrat de maintenance et que ce dernier était suivi. L'AP est informé à chaque fois qu'il y a une intervention et en cas de besoin le prestataire propose un devis que la BIL signe toujours très rapidement.

#### Actions retenues ce jour :

Formation RPS de 2 jours pour 10 personnes – gérer ses émotions dans un contexte professionnel face à des situations complexes : ACTION RETENUE

Stores Louviers R+1 : ACTION NON RETENUE

Stores Louviers Rez-de-chaussée : ACTION NON RETENUE

Le budget du CSAL-FS ne permet pas de financer l'ensemble des stores. De plus, il est préférable d'attendre la fin des travaux de désamiantage et l'installation des collègues dans leurs nouveaux locaux pour engager une telle dépense.

Manutan – 10 repose poignet, 10 supports PC, 10 tapis de souris : ACTION RETENUE

Bureaux réglables en hauteur 2 x (160\*90) + 2 x (180\*90) : ACTION RETENUE

Bande d'orientation CFiP de BERNAY : ACTION NON RETENUE

La visite du site de BERNAY est à prévoir pour le troisième trimestre (en octobre-novembre). Auquel cas, une réflexion sur le dépôt d'une demande de fond préfecture pourrait être envisagée pour les travaux de réparation des bandes d'orientation et d'adaptation aux autres administrations.

Remplacements des produits 1<sup>ers</sup> secours – trousse sites/véhicules/agents nomades UGAP : ACTION RETENUE

Devis complémentaire SECURIMED (chlorhexidine) : ACTION RETENUE

***Il reste au budget 10 396 €.***

#### **4/ Rapport activité médicale 2023**

Présentation du rapport d'activité par la Médecin du Travail qui a souligné la problématique de notre département pour trouver un partenariat avec un psychologue. Ceci freine l'orientation vers ce type de spécialiste. Elle a exprimé le souhait que le projet d'un partenariat national avec des psychologues, prévu par la note d'orientation ministérielle 2024, permette d'orienter plus facilement les collègues vers cette spécialité.

Les demandes d'aménagements de poste de travail ont occupé une très grande partie de l'activité du Médecin du Travail et elles ont été plus nombreuses qu'en 2022.

La Médecin du Travail a souligné dans son rapport que le télétravail fait baisser le sens d'appartenance et la transmission des compétences entre collègues. Il existe aussi des problèmes de communication qui nécessiteraient de prendre le temps de se parler entre collègues et encadrants mais qui semble impossible, en particulier avec l'accroissement de la charge de travail.

Les ressentis – les plaintes et vécu au travail : certains agents ont refusé de répondre à cette question. Il est à noter que la charge de travail est le premier ressenti négatif des agents.

Concernant les plaintes, ce sont les troubles du sommeil qui reviennent le plus avant les symptômes émotionnels.

L'activité de la médecine du travail reste encore et toujours dense. Le temps médical de 60 % pour la DDFiP de l'Eure est beaucoup trop peu pour notre département. La Médecin du Travail a pointé le fait que l'existence d'un unique point de consultation dans le département pose de réels problèmes.

La Médecin du Travail a remercié chacun·e d'entre nous pour le travail que nous avons fait ensemble et est très heureuse de terminer sa carrière ainsi et ici. Pour l'instant, il y aura continuité de service avec la médecin du travail de Seine-Maritime, le docteur LEMONNIER à partir du 19 juin.

La Présidente a indiqué, en regard du rapport de la Médecin du Travail, que les résultats départementaux de l'observatoire interne seront transmis pour présentation en CSAL lorsqu'ils seront redescendus.

## **5/ Fiche des risques professionnels 2024 (indicateurs 2023)**

Sur chaque unité de travail, l'AP a essayé de cibler les risques le plus précisément possible. 71 postes listés sont soumis à surveillance médicale (bis-) annuelle, pour les autres ce sera tous les deux ans. Pour la Présidente, il faut tenir compte de l'évolution de nos métiers et a souligné le bon travail de l'AP et du Médecin du Travail.

## **6/ Présentation des travaux de désamiantage à Louviers**

Les travaux de désamiantage de Louviers sont une opération en 3 phases et 4 lots. Aujourd'hui, 100 % du désamiantage de la première phase a été effectué. On se situe donc à la fin de la première phase. Concernant la réinstallation du SIE ; le planning suivant a été présenté par la Direction : réception du mobilier neuf semaine du 8 juillet et installation des agent·e·s les 23 et 24 juillet.

Lors de cette première phase, il y eut 5 visites inopinées du Coordinateur Sécurité et Protection de la Santé (CSPS). Aucun problème n'est relevé dans ses rapports. **Solidaires Finances Publiques** a demandé la transmission des rapports au fil de l'eau, au titre de la transparence des opérations et afin de pouvoir répondre aux agent·e·s qui nous interrogent.

Pour l'ISST, les mesures les plus importantes à son sens sont celles relatives à l'étanchéité et donc à la non-libération de fibres dans l'air. Il convient aussi que de par la nature des

travaux, un baromètre ou une météo de chantier, pourrait être présenté-e à destination des agent-e-s pour les rassurer.

Après consultation des cheffes de service, les phases 2 et 3 vont être fusionnées ce qui pourrait permettre un gain de temps estimé à 5 à 6 semaines pour rattraper le retard pris et s'assurer que le chantier sera fini pour la fin 2024. Cela permettra également, hors retenues de garanties éventuelles, de payer les entreprises sur les crédits 2024. Les sanitaires du rez-de-chaussée seront mis à disposition des ouvriers des entreprises intervenantes, évitant les écueils du début de chantier de la phase 1. Cela devrait permettre une réinstallation des agents pour fin 2024 et non plus début 2025.

Réunion à venir avec l'entreprise de désamiantage pour préparer le chantier. Pour le moment, il n'y a pas de date de démarrage de la seconde phase fusionnée. L'accès des agent-e-s se fera par la véranda. Pour la phase 2, les représentant-e-s du personnel seront convié-e-s une nouvelle fois au test de fumées et la Direction a rappelé qu'elle était totalement transparente avec nous sur ces travaux.

La Direction a rappelé qu'en tant que donneur d'ordre, elle était donc responsable des déchets comme **Solidaires Finances Publiques** le rappelait. La Direction a affirmé que les déchets ont été stockés après un double ensachage jusqu'au 17 mai et puis tracés sur le site internet dédié, trackdechets, qui permet de gérer la traçabilité des déchets dangereux.

La Présidente a indiqué, suite à nos demandes répétées, que la Direction n'était pas en retard pour nous fournir des plans finaux relatifs à la réinstallation des agent-e-s. Elle a précisé que la Direction a bien pris en compte la demande de **Solidaires Finances Publiques** d'une plus grande transparence vis-à-vis des agent-e-s, quitte à faire doublon avec l'information transmise et relayée par les cheffes de service.

## **7/ Questions diverses dont campagne DUERP 2024**

Concernant l'habilitation à PREV'ACTION, le nouveau logiciel de gestion du DUERP (Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels), une note départementale a été remise ce jour. La Direction a rappelé que la recommandation nationale était de n'habiliter que le ou la secrétaire du CSAL-FS, alors même que la note précise qu'il est possible d'habiliter tous les membres du CSAL-FS. La Présidente a décidé qu'un ou une membre de chaque organisation syndicale représentative en CSAL-FS, en plus du secrétaire de la FS, seront habilité-e-s. Une formation leur sera dispensée par l'AP.

Concernant la revendication de **Solidaires Finances Publiques** d'un désamiantage de tous les sites du département, la Présidente nous a rappelé les difficultés budgétaires actuelles et souhaiterait déjà que le désamiantage du site de Louviers puisse être réalisé dans sa totalité avant d'envisager d'autres sites.

Concernant l'environnement de travail, la végétalisation ou la fin des armoires dans les services, la Présidente a précisé que ça n'était pas si simple mais envisageable dans des services, comme elle l'avait par exemple suggéré au SIE démétropolisé de Pont-Audemer. La Présidente a indiqué qu'il n'y aurait pas de budget « convivialité » cette année mais s'est engagée à trouver du budget pour quelques plantes vertes, à la condition que les services en fassent la demande et s'engagent à les entretenir. Elle a indiqué également ne pas être opposée à l'ensauvagement des espaces verts des autres sites du département, à l'instar

de ce qui a été réalisé à la cité administrative dans le cadre du Groupe de Travail (GT) EcoFip.

Concernant le toit plat d'Évreux Politzer qui présente un défaut d'étanchéité, le problème, lié à un joint de dilatation qui fuit, sera réglé au titre de la garantie décennale à l'été, quand les conditions météorologiques seront réunies.

Concernant la réinstallation pérenne du site de Vernon, des propositions (~3) de la collectivité ont été remontées à la Direction qui les étudie pour ensuite les faire remonter à la Direction Générale. La Direction a précisé qu'il n'y a pas de sujet avec l'amiante sur le site de Vernon, « *qu'elle a brûlé avec le bâtiment et pour ce qui en reste il n'y a pas de problème d'après les études de VERITAS* ».

La Direction a indiqué qu'elle transmettra des propositions de dates pour un CSAL dédié à la semaine en 4 jours fin juin-début juillet, ainsi qu'un CSAL-FS; et proposera des dates pour le GT télétravail fin juin.

Ensuite, la réunion d'accueil des nouveaux et nouvelles arrivant·e·s aura lieu le 5 septembre.

Enfin, l'AP a indiqué qu'il s'agissait de son dernier CSAL-FS, prenant de nouvelles fonctions en septembre. **Solidaires Finances Publiques** l'a remercié pour le travail accompli pendant les 11 années passées à ce poste.

Les représentant·e·s de **Solidaires Finances Publiques** en CSAL-FS